

LUNDI 7 AVRIL 2014

Le capitalisme bureaucratique : thèse clé pour comprendre la formation sociale équatorienne

Depuis quelque temps déjà, le Mouvement *Vientos del Pueblo* étudie la *formation sociale équatorienne*¹ à partir du matérialisme historique afin de comprendre les dynamiques sociales, économiques et politiques qui se développent dans notre pays.

Malheureusement en Equateur nous n'avons pas ce type d'analyse, nous manquons d'une expérience théorique sérieuse qui nous permette d'avoir une clarté sur le type de capitalisme qui se développe et les classes sociales qui existent dans notre pays, du fait de : l'absence d'intellectuels prolétariens avec une position de classe définie ; l'influence des courants bourgeois et postmodernes dans le monde universitaire ; la prédominance d'une gauche réformiste et opportuniste du capital, qui a vécu les hauts et les bas de la conjoncture sans avoir effectué un travail théorique profond ; et des analyses basées sur des courants idéalistes et métaphysiques, menant des études trop particulières, qui ne nous permettent de comprendre ni l'intégralité du phénomène qu'ils analysent ni la relation de celui-ci avec les autres processus. Cela découle surtout de la conception à partir de laquelle ils partent pour leurs « théories », et de la position de classe qu'ils adoptent. D'une part, ils se basent sur des formulations abstraites qui prétendent les faire passer pour des théories ; et d'autre part, il est évident qu'ils ont intérêt à ne pas critiquer le cœur du système, en protégeant les éléments qui sont assimilables par le capitalisme lui-même : la critique des formes du gouvernement ou des politiques économiques. C'est le marxisme qui, par sa méthode, le matérialisme dialectique et historique, permet une analyse scientifique de la société, à partir de la compréhension de la société pour sa transformation ultérieure.

Dans ce numéro, nous esquisserons d'une manière générale quelques-unes des bases conceptuelles du capitalisme bureaucratique, en les combinant avec une série d'exemples qui sont affirmés dans l'analyse concrète de la réalité concrète. Il ne s'agit là que d'une esquisse, d'une première approche, que nous avons l'intention de présenter de la manière la plus didactique possible. Dans des publications ultérieures, nous aborderons chacun des axes du capitalisme bureaucratique et comment ceux-ci sont affirmés dans le pays, ce qui nous permettra d'approfondir spécifiquement chacun d'eux.

Le capitalisme bureaucratique : un concept précis pour comprendre notre réalité

La théorie du capitalisme bureaucratique n'a pas été suffisamment discutée dans les sphères populaires et académiques. Cette théorie a été développée par Mao Tsé-Toung pour se référer au type de capitalisme qui s'est développé dans un pays arriéré et semi-colonial comme la Chine, qu'il a exposé :

« Elles ont fait de la classe des propriétaires fonciers féodaux aussi bien que de la bourgeoisie compradore, le soutien de leur domination en Chine. L'impérialisme, s'associe avant tout aux couches dominantes du régime précédent - aux féodaux et à la bourgeoisie commerçante et usurière -, contre la majorité du peuple. L'impérialisme s'efforce partout de maintenir et de perpétuer toutes les formes précapitalistes d'exploitation (surtout à la campagne), qui sont la base même de l'existence de ses alliés réactionnaires (...). L'impérialisme, avec toute sa puissance financière et militaire en Chine, est la force qui soutient, inspire, cultive et préserve les vestiges féodaux de ce pays, avec toute leur superstructure bureaucratique-militariste »².

Mao a déclaré que la Chine était une semi-colonie dominée par l'impérialisme, où l'impérialisme avait comme alliés fondamentaux la bourgeoisie compradore et les propriétaires terriens, qui utilisaient les

¹ On entend par formation sociale le développement concret d'un mode de production dans un pays déterminé.

² Mao Tsé-toung – La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois (Décembre 1939 - Œuvres choisies, TII page 332)

rapports précapitalistes pour obtenir de plus grands profits. La théorie développée par Mao n'était pas simplement une analyse particulière de la société chinoise, mais a développé des lois générales pour comprendre quelle forme de capitalisme est reproduite dans un pays dominé.

A la même époque, au Pérou, José Carlos Mariátegui, basé sur la théorie de l'impérialisme de Lénine et sur l'étude concrète de l'Amérique et du Pérou en particulier, exposait également dans plusieurs de ses textes des arguments tendant à éclairer la nature du capitalisme généré dans un pays arriéré, le rôle réactionnaire de la bourgeoisie et l'importance de l'alliance paysanne ouvrière comme base pour une révolution. Mariátegui étudiera en profondeur les caractéristiques de son pays et comment celui-ci a été conditionné par la domination avant de se structurer en Etat. Dans les « Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne », en particulier dans les deux premiers chapitres où il parle de l'économie péruvienne et du problème foncier, il parle de l'existence de rapports précapitalistes que l'impérialisme et la bourgeoisie monopoliste utilisent. Et dans le programme du Parti Socialiste Péruvien, il nous démontre que :

« Le capitalisme se développe dans un peuple semi-féodal comme le nôtre ; à des moments où, ayant atteint le stade des monopoles et de l'impérialisme, toute l'idéologie libérale correspondant au stade de la libre concurrence a cessé d'être valable. L'impérialisme ne consent à aucun de ces peuples semi-coloniaux un programme économique de nationalisation et d'industrialisation, car il les exploite comme marchés de ses capitaux et de leurs marchandises et comme dépôts de matières premières ; il les oblige à la spécialisation, à la monoculture (pétrole, cuivre, sucre, coton, au Pérou), à subir une crise permanente des articles manufacturés, une crise qui découle de cette détermination rigide des productions nationales, par facteurs du marché mondial capitaliste. »³

Les communistes péruviens des années soixante-dix ont approfondi la théorie du capitalisme bureaucratique avec les contributions de Mao et Mariátegui et en ont donné une définition plus précise :

« Sur une base semi-féodale et sous domination impérialiste, un capitalisme se développe, un capitalisme tardif, un capitalisme qui naît lié à la semi-féodalité et soumis au pouvoir impérialiste... Le capitalisme bureaucratique se développe lié aux grands capitaux monopolistiques qui contrôlent l'économie du pays, capitaux formés par les grands capitaux des grands propriétaires terriens, des bourgeoisies compradores et des grands banquiers ; c'est ainsi que le capitalisme bureaucratique est généré, lié à la féodalité, soumis à l'impérialisme et aux monopoles. Ce capitalisme, à un certain moment de son évolution, se combine avec le pouvoir de l'Etat et utilise les moyens économiques de l'Etat, l'utilise comme levier économique et ce processus génère une autre faction de la grande bourgeoisie, la bourgeoisie bureaucratique ; il y aura ainsi un développement du capitalisme bureaucratique qui était déjà monopolistique et devient à son tour étatique. »⁴

Le capitalisme bureaucratique est « le capitalisme impulsé par l'impérialisme dans un pays arriéré ; le type de capitalisme, la forme particulière du capitalisme, qui impose un pays impérialiste à un pays en retard, semi-féodal et semi-colonial ».

Les contributions de Marx à la concentration et à la centralisation du capital comme prélude au monopole, le problème agraire et l'inclusion de la paysannerie dans le programme prolétarien, et la manière dont les métropoles capitalistes dominaient leurs colonies, sont à souligner comme antécédents à la formulation de cette théorie. Aussi les formulations faites par Lénine, en particulier la théorie de l'impérialisme, du développement inégal et combiné, des caractéristiques concrètes de la Russie en la définissant comme un pays petit-bourgeois, et l'expiration du rôle démocratique de la bourgeoisie qui ne pouvait accomplir les tâches démocratiques bourgeoises qui retombaient sur l'alliance travailleur-paysan sous la direction révolutionnaire du prolétariat.

³ JC Mariátegui – Programme du Parti Socialiste du Pérou

⁴ [NdT : probablement un texte du PCP, non référencé]

Les axes fondamentaux pour soutenir c'est le capitalisme bureaucratique qui se développe dans un pays sont :

- La domination impérialiste et la formation d'un pays ancré à la semi-colonialité.
- Une économie aux fortes caractéristiques précapitalistes : une vaste mer de petite production et d'échanges tant à la campagne qu'en ville, où il existe des formes d'économie marchande simple.
- Un pays sans base industrielle propre, surtout en ce qui concerne l'industrie lourde.
- Une économie basée davantage sur le commerce que sur la production.
- La configuration d'une bourgeoisie compradore et bureaucratique qui existe comme appendice et partenaire junior de l'impérialisme.
- Le prolétariat n'est pas la classe numériquement la plus importante du pays, bien que cela ne le prive pas de son rôle d'avant-garde. D'autres classes ont une grande importance dans l'économie du pays comme la paysannerie et le semi-prolétariat.
- Une superstructure (état, variantes idéologiques et formes de conscience sociale) profondément influencée par l'impérialisme, où survivent des phénomènes tels que la superstition, l'arrrivisme petit-bourgeois, l'éducation limitée, la folklorisation de la culture, les modes de pensée occidentalisés, etc.

Le matérialisme historique : une méthode scientifique pour comprendre la réalité sociale

Le marxisme manifeste que pour comprendre une société historiquement déterminée, il faut étudier comment elle organise la production des biens matériels nécessaires à sa subsistance, les rapports sociaux dans lesquelles cette production se développe, le niveau de développement des forces productives sur lesquelles le pouvoir politique sera construit ainsi que les appareils idéologiques qui permettront la reproduction de cet ordre social. Tout cela fait partie de la catégorie connue sous le nom de mode de production. Les modes de production dont parle Marx sont essentiellement : communauté primitive, esclavage, féodalisme, capitalisme et socialisme-communisme. Cette analyse permet de comprendre les particularités de chaque système social et ouvre la voie à une approche scientifique de l'histoire, dont le moteur est la lutte des classes.

Développement classique du capitalisme et développement du capitalisme bureaucratique : le problème de l'impérialisme

La catégorisation du mode de production capitaliste vise à établir les caractéristiques générales et les lois qui régissent un tel système basé sur le travail socialisé, la propriété privée, l'extraction de plus-value et la reproduction du capital. Ce mode de production se matérialise concrètement dans différentes formations sociales, c'est-à-dire que le capitalisme se développe différemment en Angleterre, en France, au Japon, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Chine, etc. Le capitalisme n'est pas un système immobile, mais il subit des variations, la fondamentale étant historiquement son passage du capitalisme de libre concurrence au capitalisme monopoliste, ce que Lénine appelle impérialisme⁵. Cette phase supérieure est importante à comprendre dans son ampleur, car si le capitalisme conserve ses caractéristiques de base et sa contradiction fondamentale (capital-travail), il existe à ce stade une série de nouvelles contradictions telles que celles qui existent entre les pays impérialistes eux-mêmes et entre ceux-ci et leurs colonies ou semi-colonies.

Il est important de comprendre le système capitaliste-impérialiste comme quelque chose de global qui s'exerce dans le monde entier. Cela nous permet de repenser la catégorie du mode de production capitaliste et de parler aujourd'hui du capitalisme impérialiste, où deux types de pays sont particulièrement développés, certains sur lesquels se recréent des formations sociales industrielles, avancées et dominantes, d'autres où se développe un capitalisme dominé, arriéré, tardif, avec de larges

⁵ Impérialisme : phase supérieure du capitalisme, passage du capitalisme de libre concurrence au capitalisme monopoliste, avec cinq caractéristiques fondamentales : monopolisme, exportation de capitaux, domination du capital financier, repartage du monde de la part des monopoles, et finalisation de ce repartage.

rapports sociaux et formes de propriété précapitaliste. En d'autres termes, dans les pays avancés ou les puissances capitalistes, le capitalisme se développe différemment que dans les pays arriérés, tous médiés par une structure basée sur la domination.

Il est important de comprendre que le capitalisme ne s'est pas développé de manière égale dans les différentes régions du monde. En d'autres termes, il y avait des pays qui se conformés à la transition classique d'un mode de production à un autre. Et un certain nombre de pays qui ne pouvaient pas s'y conformer pleinement parce qu'ils étaient soumis à des intérêts étrangers.

Dans le premier cas, ces pays ont liquidé les formes précapitalistes de production par la révolution bourgeoise (Hollande au XVI^e siècle, Angleterre au XVII^e et France au XVIII^e siècle) où la classe des propriétaires terriens a été vaincue et la bourgeoisie est devenue la nouvelle classe dominante, ce qui a permis le développement des forces productives provoquant un capitalisme de large base industrielle, avec essentiellement des rapports de production capitaliste, un processus intensif de concentration et la liquidation des rapports féodaux à la campagne. Dans ces pays, le prolétariat est devenu la classe majoritaire et les formes de petite production ont eu tendance à disparaître.

Il faut souligner que ces pays n'ont été opprimés par personne d'autre, ce qui leur a permis de se développer selon "l'intérêt national" de leur bourgeoisie, en introduisant des mesures économiques telles que le protectionnisme, qui a garanti la croissance de leur industrie et plus tard la consolidation des monopoles.

Dans le même temps, d'autres pays, comme ceux d'Amérique latine, n'ont commencé que récemment à structurer leur nationalité et à unifier leurs États, alors que les pays susmentionnés avaient déjà achevé cette étape et étaient devenus des États puissants qui ouvraient la voie de l'économie mondiale. Depuis les premières années du XIX^e siècle, lorsque les processus d'"indépendance" ont commencé en Amérique latine, les pays européens sont entrés dans un processus de concentration profonde de l'industrie, de la banque et du commerce, surtout dans le dernier quart du XIX^e siècle, qui leur a permis d'exercer une domination plus systématique sur les colonies.

Dans les pays où le capitalisme rétrograde se développe, la classe foncière n'est pas liquidée, mais évolue lentement jusqu'à adopter des formes de production plus ou moins capitalistes, sans résoudre le problème agraire, sans base industrielle propre, avec des activités commerciales comme axe de l'économie, une production articulée aux besoins du marché international et un grand nombre de petites productions et échanges. C'est-à-dire que les pays d'Amérique latine ont été ancrés de la conformation des "États-nations" (et même avant cela, par exemple, avec la conquête espagnole) à la dépendance.

Dans le cas de notre pays, la domination de ce qui est aujourd'hui l'Équateur a commencé avec la conquête espagnole. Pendant toute cette période, d'énormes quantités de minéraux ont été usurpées et des milliers d'indigènes et d'esclaves noirs ont été exploités et tués. Après avoir été une colonie pendant trois siècles, et alors que plusieurs pays européens avaient développé leur économie avec un caractère national, les processus d'indépendance ont commencé à émerger en Amérique Latine.

Ces révoltes émancipatrices n'ont pas réussi à configurer un projet national, mais ont plutôt conduit à la transition de la domination espagnole à la domination anglaise, la principale puissance mondiale du XIX^e siècle. Il est à noter que ce changement de maître est dû au déclin de l'Espagne et à la consolidation de l'Angleterre comme première puissance mondiale. Ainsi, l'Équateur a été soumise par l'Espagne et l'Angleterre, et plus tard, lorsque la phase supérieure du capitalisme a été atteinte, nous étions déjà dominés par les États-Unis. Ce processus marque la transition de notre pays d'une colonie à une semi-colonie.

Les formes de domination des puissances impérialistes passent de la politique coloniale à la politique semi coloniale. Cela se produit dans la plupart des pays d'Amérique latine ayant des processus d'indépendance et devient la forme générale dans le monde après la Seconde Guerre mondiale. La semi-colonialité implique une indépendance formelle, mais pas en fait, car bien que ces pays choisissent

leurs dirigeants et aient leur propre armée, ces éléments sont contrôlés par l'impérialisme et son lien avec la bourgeoisie qui administre ces États. Il s'agit d'un contrôle économique plus intensif et sournois, et en même temps plus profond.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, l'Équateur a connu le processus de la Révolution libérale qui, selon l'historiographie, était une sorte de projet qui a façonné la nationalité équatorienne, mais qui était essentiellement un projet politique dirigé par la bourgeoisie agro-exportatrice, qui, par son contrôle étatique, marque l'entrée définitive de notre pays dans la division internationale du travail, comme un pays soumis à l'impérialisme. C'est-à-dire, produire sur la base des exigences de ces puissances en configurant une logique primaire d'exportation où l'économie dépend d'un produit « phare » ce qui fait de nous une économie extrêmement fragile aux aléas du marché.

Dans l'entre-deux-guerres, le pays a connu une grave crise économique, qui n'a pu être atténuée que dans les années 40, lorsque les grands propriétaires terriens de la côte ont abandonné la production de cacao pour se consacrer à la plantation de bananes, qui a duré jusqu'à la fin des années 60. Dans les deux cas, avec le cacao et la banane, notre économie et notre développement national ont été marqués par notre rôle de premier pays agro-exportateur. Dans les années 1960, les gouvernements équatoriens, sous l'égide des États-Unis, ont mené la politique ISI "Industrialisation par substitution à l'importation". L'objectif de celle-ci était d'industrialiser certains secteurs de l'économie, mais pour des raisons concrètes, elle a échoué. Depuis le début des années 70, l'économie équatorienne a commencé à tourner autour de la production pétrolière, marquant une continuité du rôle que joue notre pays dans la division internationale du travail.

Les années 80 et 90 ont été la "lune de miel" des gouvernements actuels et du néolibéralisme. Cette période a été dominée par la privatisation de divers secteurs de l'économie, les politiques de flexibilisation de la main-d'œuvre, la mise en place des recettes du FMI et un énorme endettement public et privé. Les ressources naturelles ont été pillées et la dépendance du pays s'est accrue.

Actuellement, nous vivons la révolution citoyenne comme un processus configuré pour ré-oxygéner l'État bourgeois, développé par la bourgeoisie bureaucratique qui apparaît comme un nouveau groupe ou une nouvelle fraction au sein de la bourgeoisie, et qui utilise l'appareil d'État comme axe d'accumulation, qui ne liquide en aucune façon les rapports de domination, et qui les approfondit plutôt car actuellement nous ne sommes pas seulement dominés par les États-Unis mais également par la Chine.

Lorsque le gouvernement parle d'anti-impérialisme, ce ne sont que des phrases pompeuses, parce qu'en pratique, nous sommes encore un pays dominé. L'impérialisme contrôle les secteurs stratégiques de l'économie, un cas paradoxal est celui du téléphone portable où le gouvernement a renouvelé le contrat avec Porta (actuellement Claro) et Movistar pour 15 années supplémentaires, avec des profits qui dépasseront facilement 30 milliards de dollars pour les deux transnationales. Dans la "révolution citoyenne", le pays continue d'être une économie d'exportation primaire qui dépend du pétrole et qui cherche à développer les méga mines en accentuant cette logique. Le niveau d'endettement a augmenté, si en 2005 les obligations avec la Chine ont atteint 9,3 millions de dollars, ce poste dépasse désormais 5 milliards de dollars. Ce schéma de dépendance est assez paradoxal car notre dette est investie dans des travaux d'infrastructure construits par le capital chinois lui-même et qui desservent directement des secteurs où ils vont investir. Comme si cela ne suffisait pas, l'Équateur devrait payer cette dette avec le pétrole, en conditionnant ce qui devrait être produit, en quelle quantité et avec quelle intensité. L'exploitation minière à grande échelle est un autre des secteurs où le capital impérialiste cherche à exploiter les ressources naturelles, les cinq principaux projets appartiennent à des entreprises chinoises et canadiennes, qui se sont dotées d'un cadre juridique (droit minier) à leur mesure et dont les anciens employés (Federico Auquilla, ancien directeur du CGI et actuel sous-ministre des mines) occupent des postes clés. Les monopoles américains et européens continuent de tirer parti du caractère agro-exportateur du pays et, en même temps, d'un marché favorable pour l'exportation de leurs produits. Le changement dans la matrice productive n'est qu'un slogan qui cache la nécessité de générer une infrastructure de base pour l'investissement du capital impérialiste.

L'impérialisme provoque un *développement inégal et combiné*⁶ dans sa structure générale. Alors que certaines puissances capitalistes déploient leur champ industriel (notamment l'industrie lourde, c'est-à-dire la production des moyens de production : machines), technique et technologique, et gouvernent le développement de l'économie en approfondissant une division intensive du travail, d'autres pays sont subordonnés à leurs exigences, étant entraînés dans une logique capitaliste mais fortement dépendants, ce qui leur fait développer un capitalisme tardif, soumis à ces conditions.

Comme dirait Mariátegui : « Centrée sur le plan de l'histoire du monde, l'indépendance de l'Amérique du Sud est décidée par les besoins du développement de la civilisation occidentale ou, mieux dit, capitaliste »⁷.

Les puissances impérialistes ont besoin de faire germer certains éléments de base pour continuer à étendre l'accumulation du capital, pour "faire évoluer" certaines formes de production esclavagiste et féodale vers des relations semi-féodales, précapitalistes et capitalistes ; pour pouvoir "investir" dans ces pays, elles créent les conditions fondamentales : infrastructures fondamentales (routes, pipelines, centrales hydrauliques), professionnelles avec des connaissances techniques particulières et limitées pour travailler dans leurs entreprises ; et un segment de la population avec un certain pouvoir d'achat afin qu'ils puissent acquérir ses produits. En d'autres termes, ils développent le capitalisme dans leurs semi-colonies jusqu'à une limite, ce qui leur permet de continuer à les dominer, à extraire leurs ressources et à utiliser ces relations pour étendre leur pouvoir. L'Équateur ne se développe pas sur la base des intérêts de son peuple, pas même de sa bourgeoisie, mais de puissances étrangères. Il est important de comprendre que ce que nous produisons et achetons est marqué par ce facteur. Nous continuons à être un fournisseur de matières premières où nous passons du cacao, à la banane, au pétrole et parions actuellement sur l'exploitation minière. Un paradis pour l'exportation des capitaux et des biens des métropoles.

Conformation de la bourgeoisie compradore et bureaucratique

Dans le processus de domination économique et politique que configure l'impérialisme dans les pays arriérés, il trouve un complice très important, qui est chargé de faire courir ces relations et dont il bénéficie constamment. Le capitalisme bureaucratique engendre une bourgeoisie dévouée corps et âme à l'impérialisme, une élite locale qui agit comme intermédiaire dans ses opérations.

La bourgeoisie européenne s'est développée dans le système féodal à travers un processus d'accumulation original basé sur : les profits qu'elle tirait de ses activités commerciales, l'expropriation violente des terres des paysans, et le saignement des colonies. Cette classe accumulait du capital et prenait le pouvoir pour mettre fin aux relations féodales qui constituaient un obstacle à leur développement. Il a mené des révolutions bourgeoises qui lui ont permis d'enlever la noblesse et les propriétaires terriens du pouvoir politique, configurant un Etat en fonction de leurs intérêts. Cette puissance représentait le levier nécessaire pour un développement plus rapide des forces productives basées sur la production, le développement industriel. Ils ont également utilisé l'État pour mettre en place des mesures visant à renforcer leurs pays et à les transformer en puissances. Ces pays où se déroule la révolution bourgeoise génèrent une bourgeoisie nationale indépendante qui veille à ses propres intérêts.

D'autre part, dans les pays dominés, une bourgeoisie se développe avec des caractéristiques différentes, fruit du capitalisme tardif dans lequel elle est née. Les élites locales n'ont pas de base d'accumulation de capital d'origine, et elles ne se développent pas en prenant la production, le développement industriel, comme élément constitutif le plus important. Il s'agit plutôt d'une sorte de bourgeoisie intermédiaire, transactionnaliste, chargée de servir de lien entre l'impérialisme et le marché des pays dominés, au centre de son avancée dans l'accaparement des terres, l'agro-exportation, l'importation de biens. Les propriétaires fonciers équatoriens étaient en mutation et devenaient bourgeois agraires, surtout sur la

⁶ Théorie développée par Lénine qui explique comment l'impérialisme crée les conditions de base pour exploiter les colonies et semi-colonies.

⁷ JC Mariátegui « Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne »

côte, alors que dans les montagnes cette évolution était plus lente. En d'autres termes, les propriétaires fonciers ne sont pas liquidés mais évoluent sous la protection de l'impérialisme. Une bourgeoisie intermédiaire qui exportait des produits primaires et servait de canal pour l'introduction des produits des grands monopoles étrangers. Le développement de la banque privée a contribué à la consolidation de ces groupes.

Les grands consortiums tels que Banco del Pichincha, Grupo Proinco, Consorcio Nobis, Corporación La Favorita, Banco de Guayaquil, Grupo Eljuri, Exportadora Noboa, Grupo Isafas, Dassum, El Rosado et Pronaca, sont les principaux monopoles du pays et leur activité est axée sur l'agro-export, les importations et la commercialisation, l'industrie alimentaire, l'assurance, la banque, l'assemblage automobile et les centres commerciaux, le divertissement. Elle n'a pas son centre dans les activités industrielles, elle peut développer certains éléments de l'industrie légère mais absolument rien en ce qui concerne l'industrie lourde.

Mais le capitalisme bureaucratique génère en outre une bourgeoisie bureaucratique qui utilise l'Etat comme levier d'ascension économique, c'est celui qui utilise les contrats, négociés et la position privilégiée qu'il lui donne, pour accumuler du capital et augmenter ses profits. Le contrôle de l'Etat, à travers le leadership du gouvernement, fait que ces groupes se consolident et peuvent être renforcés au sein de la classe bourgeoise comme une fraction de plus. Le gouvernement de Correa en est une représentation claire : les familles et les hauts fonctionnaires, ainsi que les donateurs de la campagne, tirent leurs profits juteux de la distribution du gâteau de l'État.

Il est important de souligner que la bourgeoisie n'est pas une classe homogène, mais qu'en son sein il existe différentes couches ou fractions ayant des intérêts particuliers, qui peuvent les faire entrer dans des luttes momentanées concernant l'administration de l'Etat, les lois, les politiques économiques, la gestion des différents secteurs de la superstructure, etc. Ces luttes sont des désaccords momentanés puisqu'elles coïncident dans les axes essentiels en ce qui concerne l'économie et la politique. Un exemple de cela pourrait être les luttes entre les différents secteurs de la bourgeoisie compradore (Consorcio del Pichincha, Grupo Isafas) et le gouvernement actuel sur la loi de la communication, où le premier voulait maintenir le monopole des mass media entre des mains privées, et la bourgeoisie bureaucratique représentée par le gouvernement a essayé de se renforcer avec le contrôle des chaînes, radios et presse écrite.

On parle aussi beaucoup du caractère national de la bourgeoisie équatorienne, qui a expiré au moment où l'impérialisme s'est consolidé au niveau mondial. Ainsi, ces bourgeoisies ont perdu tout rôle progressiste et révolutionnaire, devenant une annexe de la bourgeoisie des puissances industrialisées.

Un pays petit-bourgeois

Le capitalisme bureaucratique est configuré dans des pays où l'industrie n'est pas suffisamment développée, ce qui produit un pourcentage important de la production et du commerce dans les petites et moyennes entreprises. La petite propriété est un phénomène passager entre le féodalisme et le système capitaliste, elle est destinée à disparaître, car le processus de concentration est de plus en plus grand et en même temps le capitalisme a besoin de prolétarianiser les petits paysans et artisans pour exploiter son travail, c'est la condition du travailleur libre dont parle Marx : libre dans deux sens, de vendre sa main-d'œuvre à qui le veut, et libre car il est privé des moyens de production. En Europe, aux Etats-Unis et dans d'autres pays où ce capitalisme avancé se développe, les formes de petite propriété, de production et de commerce ont disparu, jusqu'à devenir un facteur isolé. D'un autre côté, dans les pays opprimés par l'impérialisme, cela ne s'effectue pas de la même manière, car les formes de petite production et de commerce continuent à être un aspect fondamental de l'économie.

La formule fondamentale du processus de production capitaliste est A-M-A'. Ce qui signifie que la production capitaliste implique de posséder de l'argent, de l'investir dans la production en achetant des matières premières, des instruments de travail et du travail, de fabriquer des biens et de les vendre sur le marché pour obtenir plus d'argent que ce qui a été investi initialement, cet argent supplémentaire

provient du travail non rémunéré pour le travailleur, ce qui est une valeur ajoutée. En d'autres termes, il s'agit d'un processus de production basé sur le profit.

Dans nos pays, les formes d'économie marchande simple sont recrées d'une manière importante, qui est une modalité antérieure de production de marchandises, où le mobile n'est pas le profit mais pour couvrir les besoins des producteurs directs. Sa formule est M-A-M, ce qui signifie produire des biens, les échanger contre de l'argent (c'est-à-dire les vendre) et acheter ensuite d'autres biens pour satisfaire les besoins fondamentaux de ces producteurs. Fondamentalement, une économie d'autosubsistance.

Dans des pays comme l'Equateur, les caractéristiques de l'économie marchande simple sont abondantes, on les retrouve chez les artisans, les petits paysans, les petits producteurs et les petits commerçants, où leur activité est liée non pas au profit basé sur l'extraction de plus-value (ou la réalisation de celle-ci) mais à échanger leur production contre les autres éléments nécessaires pour continuer à reproduire leur existence.

Les données sur la petite production sont suffisamment claires pour nous permettre de comprendre qu'il ne s'agit pas d'une caractéristique isolée de notre économie. En Équateur, les petites entreprises (d'une à neuf personnes occupées) représentent 95,4 % des établissements économiques et 44 % des travailleurs du pays. La majorité de la population en âge de travailler est inscrite à ce type d'activités. Dans les villes, les petites entreprises prédominent, qui sont exploitées par l'impérialisme et la grande bourgeoisie pour vendre leurs produits sans avoir besoin de créer des liens de travail. Dans les campagnes, 72,5 % des UPA possèdent de zéro à cinq hectares et ne concentrent que 3,5 % du total des terres. La petite bourgeoisie est en faillite permanente. Les petites entreprises sont celles qui déclarent le moins de ventes totales à l'échelle nationale, puisqu'elles ne génèrent que 16,4 % des ventes totales au pays, alors que les grandes entreprises facturent 44,1 %.

Un développement précaire de l'industrie légère et l'absence d'industrie lourde

Tandis que les pays impérialistes ont un grand développement des forces productives. Dans nos pays, cela n'a pas été possible en raison de la dépendance à laquelle nous sommes soumis. Les puissances développent l'industrie légère mais surtout l'industrie lourde. Le facteur dominant dans ce domaine est l'industrie lourde puisqu'il s'agit de la production de moyens de production, c'est-à-dire les machines nécessaires à la production de produits dérivés de l'industrie légère, sans lesquelles l'industrie légère ne pourrait exister. Le contrôle des processus productifs au niveau mondial et l'accentuation de la division internationale du travail obéissent parmi leurs causes à cette monopolisation de la production des moyens de production, ce qui implique aussi la monopolisation de la science, de la technologie et de la technologie.

Si vous voulez produire n'importe quel article en Equateur, vous avez besoin de machines, et celles-ci ne sont pas produites dans le pays mais doivent être importées. Dans les pays où le capitalisme bureaucratique se développe, il n'y a pas d'industrie lourde et l'industrie légère n'est pas suffisamment développée. Dans notre pays, nous avons une production industrielle concentrée essentiellement dans l'industrie textile, l'alimentation, l'assemblage automobile, etc.

L'emploi dans le secteur manufacturier représente 11 % de l'emploi national. En revanche, l'activité d'exploitation pétrolière, dans le secteur des mines et carrières, ne génère que 0,5% de l'emploi national. L'emploi est concentré dans les secteurs manufacturiers à faible intensité technologique et sa composition est restée pratiquement inchangée depuis 2000 (72 %). En Équateur, 13,3 % des entreprises industrielles appartiennent au grand secteur industriel. Le secteur des moyennes entreprises industrielles représente 19,9 % du nombre total d'entreprises du pays. Le plus grand nombre d'industries est concentré dans les petites industries (43,2 %) et les micro-industries (23,6 %). Il convient de noter que le degré élevé d'informalité peut modifier ces résultats.

Le faible développement industriel du pays entraîne également des taux élevés de chômage et de sous-emploi, qui atteignent ensemble 50%. En comprenant que ces statistiques incluent dans leurs chiffres un chômage caché. Le faible développement productif fait de l'Etat l'un des principaux employeurs,

représentant pratiquement 20% de la population active. La plupart des gens doivent chercher leurs moyens de subsistance par eux-mêmes et sans aucune garantie d'emploi.

Les chantres du capitalisme affirment que des pays comme l'Inde, le Brésil ou le Mexique ont développé leur industrie, puisque la production industrielle a connu une croissance exponentielle. Il s'agit de comprendre à qui correspondent ces entreprises, qui sont leurs propriétaires, qui, généralement sous la figure de l'exportation de capitaux, sont les puissances impérialistes elles-mêmes. L'"industrie nationale" n'a pas été développée, mais des méga-corporations les ont installées dans ces pays pour obtenir de plus grands profits grâce au faible coût de la terre, à la faible législation du travail et au faible coût du travail.

Le problème agraire : la persistance de la semi-féodalité à la campagne

"Les partis bourgeois et réactionnaires sont extraordinairement étonnés que les socialistes [communistes] mettent soudainement le problème paysan à l'ordre du jour maintenant et partout. En fait, vous devriez être étonné que cela n'ait pas été fait depuis longtemps. De l'Irlande à la Sicile, de l'Andalousie à la Russie et la Bulgarie, le paysan est un facteur essentiel de la population, de la production et de pouvoir politique". Lettre de Marx à Engels.

Le problème agraire manifeste une résolution différente dans les pays où le capitalisme s'est consolidé, et dans les pays où ce capitalisme tardif, que nous appelons bureaucratique, se développe. Dans le premier cas, nous avons les pays où la révolution bourgeoise s'est consolidée entre le XVIIe siècle et les premières décennies du XXe siècle.

Cela s'est fait de diverses façons :

- Révolution qui se termine par un pacte entre la bourgeoisie et les propriétaires terriens (Angleterre en 1669, mais sous le commandement de la bourgeoisie) ;
- Révolution bourgeoise qui élimine la noblesse (la France de sa révolution de 1789) ;
- Autres pays d'Europe occidentale qui ont suivi l'exemple français : Suisse, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Autriche, Danemark ;
- La "voie nord-américaine" de la transition vers le capitalisme par les anciennes colonies : USA, Canada, Australie et Nouvelle Zélande ;
- La "voie prussienne" de la transition vers le capitalisme : Allemagne, Italie, Japon.

Dans ces pays, la résolution du problème agraire s'est faite à partir du capitalisme, c'est-à-dire que les rapports féodaux ont été liquidés par la distribution de terres aux paysans, ou leur expropriation violente approuvée par l'Etat pour que la bourgeoisie naissante puisse se procurer les meilleures terres. Le problème foncier est une question démocratique dans la transition du féodalisme au capitalisme, parce que les paysans réclamaient à grands cris l'abolition des relations serviles auxquelles ils étaient soumis et réclamaient la terre, ce dont la bourgeoisie a profité pour attirer la paysannerie dans sa lutte contre les propriétaires terriens, une alliance qui était essentielle pour obtenir le pouvoir politique. Le processus de distribution de la terre mené par la bourgeoisie et sous les lois de la production et de la concurrence conduit à la prédominance des plus forts, concentrant ainsi la terre de la bourgeoisie et imposant des formes d'exploitation capitaliste où les paysans sont convertis en travailleurs salariés.

Selon cette division réalisée par Victor Martin⁸, certains pays européens ne se sont pas pleinement conformés à cette révolution agraire, comme la Grèce, le Portugal et l'Espagne, où subsiste dans certaines régions de ces pays un semi-féodalisme.

En URSS, en Chine et dans certains pays d'Europe de l'Est, le problème paysan a été résolu, non seulement la terre a été distribuée (réforme démocratique bourgeoise), mais il y a eu des processus coopératifs et collectivistes qui ont libéré les paysans des formes millénaires de terre et d'oppression bourgeoise. Malheureusement, avec les processus contre-révolutionnaires exercés dans ces pays, depuis la restauration du capitalisme, il y a eu une inversion qui a permis la reconcentration de la terre et le recul dans la résolution du problème agraire.

⁸ Martin Victor – « Actualité de la question agraire dans le monde, vieux problème, nouveaux enjeux »

Il existe un autre groupe de pays où la semi-féodalité subsiste et constitue une caractéristique fondamentale des rapports de production à la campagne. Nous avons essentiellement trois groupes :

- Les premiers sont des pays où la semi-féodalité est maintenue, et les réformes agraires promues par l'Etat n'ont pas résolu ce problème (Equateur, Inde, Pérou, Bolivie, Chili, Colombie, Equateur, Brésil, Venezuela, Egypte, Iran, Iraq, Syrie, Cuba, Vietnam, Nicaragua).
- La seconde est celle de pays comme Taïwan et la Corée du Sud où des réformes agraires ont été menées à la suite de la défaite du Japon lors de la Seconde Guerre mondiale.
- Et le troisième cas, les pays semi-coloniaux dans lesquels les processus de réforme agraire n'ont pas eu lieu, mais où la question foncière commence à prendre de l'importance : les pays semi-coloniaux moins agraires (Argentine, Uruguay, Thaïlande, Malaisie, Turquie) et les pays semi-coloniaux très arriérés (Burkina Faso, Côte-d'Ivoire), Amérique centrale et Caraïbes (Haïti, République dominicaine, Belize).

Ces relations sont maintenues aujourd'hui. Mariátegui aborderait ce problème historiquement, en donnant sa base à la manière dont nous avons été colonisés, ce qui a eu des répercussions sur le maintien du problème agraire jusqu'à nos jours. Dans le premier cas, il soutenait que « l'Amérique espagnole a été conquise sous les effets et les méthodes d'une économie et d'un esprit déjà en déclin »⁹.

Que nous avons été conquis par un gang bureaucratique-militaire-clérical qui a pillé nos ressources minérales, exterminé la main-d'œuvre basée sur des rapports de production esclavagistes et féodaux, et n'a pas exploité la richesse agricole. Alors que dans le second cas, il soutient que les États-Unis ont été colonisés d'une autre manière, par une puissance montante comme l'Angleterre, avec des pionniers qui ont occupé la terre pour la faire produire et incorporer la main-d'œuvre à cette activité.

La semi-féodalité est l'une des caractéristiques clés pour comprendre comment le capitalisme bureaucratique se développe dans les pays arriérés. « La semi-féodalité signifie que le paysan reste lié à la terre par de multiples procédures extra-économiques, de sorte que le grand propriétaire n'a pas de problèmes en termes de disponibilité absolue d'une main-d'œuvre abondante, super-exploitée et bon marché »¹⁰.

Les principales façons de recréer la semi-féodalité à la campagne sont les suivantes :

- Il existe deux formes de rapports de production : le métayage ou le péonage. Dans le métayage le revenu de la terre est donné à l'agriculteur, et il livre une partie de sa récolte à l'hacienda et travaille généralement non seulement lui mais également sa famille. Quant au péonage il y a deux formes, les peons à demeure et les peons temporaires. Dans le premier cas, le paysan vit et travaille dans l'hacienda en échange d'un lopin de terre, de nourriture et d'un salaire, un avantage personnel qui est compensé par l'argent, la terre et les produits. Dans le second cas, le paysan n'est pas un travailleur libre, mais il est lié à la terre par l'endettement, c'est-à-dire qu'il travaille temporairement pendant les saisons de production et de récolte, parfois en étant payé avec un morceau de terre, de l'argent ou en nature. Les formes de coercition extra-économique les plus couramment utilisées sont : les systèmes de recrutement, le travail à la pièce gratuit, les salaires en nature, le travail temporaire et le patronage ou cacicazgo.
- Quant au développement des forces productives dans les pays où subsiste la semi-féodalité, il est rare, surtout pour les petits et moyens propriétaires, qui n'ont pas accès aux matières premières et aux instruments de travail (tracteurs, engrais, outils de travail). Dans les grands domaines, les premières formes d'utilisation des terres étaient basées sur la culture extensive, c'est-à-dire l'extension du territoire sans innovation technique. Avec l'articulation de plus en plus intense de nos pays au marché mondial en tant que fournisseurs de produits alimentaires

⁹ JC Mariátegui « Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne »

¹⁰ Serrano, Isidro – « La semi-féodalité au Mexique »

(caractère agroexportateur) la bourgeoisie agro-exportatrice a technicisé certains secteurs, pour une production plus rapide et cela leur permet d'avoir plus d'avantages compétitifs ; Les paysans qui travaillent dans ces espaces sont maintenant des travailleurs agricoles, bien que dans ces haciendas capitalistes il y ait diverses formes de coercition extra économique comme l'endettement, et que leur vie se déroule dans les haciendas comme dans les plantations de bananes du groupe Noboa, où il y a une école, un magasin d'alimentation, une vente de boissons, et où non seulement le producteur direct mais également sa famille est exploité.

- La semi-féodalité subsiste dans la dichotomie minifundio/latifundio sur la propriété foncière. En d'autres termes, la petite et moyenne propriété coexiste avec la grande propriété. Les meilleures terres sont encore entre les mains des propriétaires terriens, et les pires, les plus marginales, et celles généralement liées à la consommation interne sont pour les paysans.

Voici quelques données qui nous renseignent sur ce facteur dans les campagnes équatoriennes, à partir des données officielles du recensement effectué par le gouvernement actuel en 2011 :

- Le minifundio est l'une des principales formes de propriété dans le pays. Les propriétés de moins d'un hectare représentent 29,5% du total des unités de production (UPA), soit 95 834 hectares, et ne possèdent que 0,77% du total des terres du pays.
- Les propriétés d'un à cinq hectares représentent 43 % de l'ensemble des UPA, soit 2,77 % de l'ensemble des terres. En d'autres termes, 72,5 % des UPA possèdent de zéro à cinq hectares et ne concentrent que 3,5 % du total des terres. Les propriétaires fonciers propriétaires de 5 à 10 hectares représentent 12 % des ZUP, dont 5,5 % des terres.
- 18 % des UPA s'étendent de 10 à 50 hectares où pourraient se situer les paysans moyens, qui possèdent 27 % des terres. Les propriétés de 50 à 100 hectares représentent 4 % de l'ensemble des UPA et possèdent 18 % des terres. De 100 à 200 hectares elles représentent 1,53% des UPA et contrôlent 13,5% des terres. Les UPA de 100 à 200 hectares concentrent 29% des terres et ne représentent que 0,78% des propriétaires. C'est-à-dire que les propriétaires qui ont entre 50 et 200 hectares concentrent 60% des terres. Ce sont des données qui révèlent le degré élevé de concentration, qui ne sera pas dépassé par le gouvernement actuel en raison de ses liens avec les propriétaires fonciers et les agro-industriels.
- 7% des propriétaires terriens contrôlent 60% des terres arables et la forte concentration de l'eau d'irrigation dans les mains privées est maintenue : 86% des unités de production agricole (UPA) dotées de systèmes communautaires ont 22% de la superficie irriguée et seulement 13% du débit, tandis que 1% des UPA privées en ont 63% et 64% du débit.

La concentration de la terre et de l'eau cherche à se positionner comme un problème qui peut être résolu par l'État lui-même.

Deux voies ont prévalu dans l'évolution du problème agraire. D'une part, nous avons ce que Lénine appellerait la Voie Junker, c'est-à-dire la lente transformation des propriétaires terriens en bourgeoisie agraire. Contrairement à l'Europe où la féodalité a été liquidée avec le triomphe de la bourgeoisie, dans les pays dominés, les premiers bourgeois sont précisément les propriétaires terriens ou leurs descendants. Cette voie maintient la semi-féodalité tout en l'ancrant dans des formes plus capitalistes. La deuxième voie est la confiscation des terres du propriétaire foncier, sans paiement ni compensation. Sur le plan politique, cette voie signifie l'organisation de la paysannerie et sa lutte directe pour la conquête de la terre. Les réformes agraires dirigées par l'Etat ont tenté d'étouffer légalement cet aspect en remettant de petites parcelles des pires terres aux paysans pauvres ou sans terre, et en maintenant de grandes propriétés et les relations qui s'y nouent. Obtenir des terres sans lutte instille dans la paysannerie un mode de pensée bureaucratique, en l'enfermant dans les procédures administratives, ce qui ne résoudra pas le problème à la racine. Actuellement, la paysannerie équatorienne, outre les formes d'exploitation décrites ci-dessus, est confrontée à d'autres problèmes tels que le grave problème de l'accaparement de l'eau par les agro-industriels, les propriétaires terriens et l'industrie extractive, en particulier les méga-minières.

L'importance des classes sociales

Le marxisme indique clairement que le prolétariat est la classe la plus révolutionnaire de l'histoire parce qu'il lutte contre la racine de toute exploitation : la propriété privée des moyens de production. Dans des pays comme le nôtre, cela est maintenu, car bien qu'il ne constitue pas la classe majoritaire (il représente moins de 15% de la population économiquement active), c'est sous son programme que d'autres classes ou groupes sociaux peuvent être libérés en conséquence.

L'intelligentsia réactionnaire et le réformisme ont fait de nombreuses tentatives pour éclipser ou réduire le rôle d'avant-garde du prolétariat et le conférer à la bourgeoisie, aux masses indigènes, aux "mouvements sociaux" ou à la "société civile. Les déclarations démagogiques des postmodernes déguisés en marxistes sont habituelles dans l'académie, qui disent qu'il faut chercher "le sujet révolutionnaire", niant ce rôle au prolétariat. Le fait est qu'à l'exception du prolétariat, aucune autre classe ne peut nous offrir une société sans exploitation. La bourgeoisie a perdu depuis longtemps tout caractère progressiste et révolutionnaire, encore plus à l'époque actuelle où elle est un simple appendice de l'impérialisme.

Comme le prolétariat est une classe minoritaire, d'autres classes et groupes sociaux opprimés par le capitalisme doivent être attirés dans leur lutte contre le capitalisme. Incorporer les paysans pauvres et sans terre, les semi-prolétaires, les masses de petits propriétaires terriens et de petits commerçants, les femmes, les étudiants, et lutter contre ceux qui retardent le développement social : l'impérialisme, la bourgeoisie bureaucratique et compradore et les propriétaires terriens. Il s'agit d'un point stratégique que nous aborderons plus en profondeur dans un autre numéro.

Pourquoi le capitalisme bureaucratique est-il un concept clé pour comprendre scientifiquement la réalité équatorienne ?

Parce que le capitalisme bureaucratique est la catégorie la plus précise pour comprendre la formation sociale équatorienne. Prendre cette conception signifie remettre en question les visions qui ont prédominé dans la gauche équatorienne, et qui l'ont conduite à tomber dans des analyses erronées et des pratiques réformistes qui ont noyé la lutte révolutionnaire dans la boue électorale. C'est lutter contre les visions de développement qui manifestent démagogiquement que la transformation de notre pays dépend de l'adoption des lignes directrices et des comportements des pays industrialisés, en copiant les modèles économiques ou en recréant des recettes, en ignorant le rôle de notre pays dans la division internationale du travail, le caractère servile et obéissant de la bourgeoisie, et sa domination impérialiste. C'est lutter contre les conceptions qu'il y a une bourgeoisie nationale qui peut remplir les tâches démocratiques qui n'ont pas été résolues historiquement (problème agraire, industrialisation et processus de domination). C'est aussi un défi face à des affirmations telles que celles soutenues par les théoriciens de la dépendance.

Sur la bourgeoisie et l'expiration de son rôle progressiste, et comment les tâches démocratiques incombent au prolétariat, José Carlos Mariátegui s'est manifesté dans le Programme du Parti socialiste péruvien :

« L'économie précapitaliste du Pérou républicain qui, par l'absence d'une classe bourgeoise vigoureuse et par les conditions nationales et internationales qui ont déterminé la lente progression du pays par la voie capitaliste, ne peut être libérée sous le régime bourgeois, inféodé aux intérêts capitalistes, complice de la féodalité gamonaliste¹¹ et clérical, des tares et restes de la féodalité coloniale. Le destin colonial du pays reprend son cours. L'émancipation de l'économie du pays n'est possible que par l'action des masses prolétariennes, en solidarité avec la lutte antiimpérialiste mondiale. Seule l'action prolétarienne peut d'abord stimuler et ensuite accomplir les tâches de la révolution démocratique bourgeoise que le régime bourgeois est incapable de développer et d'accomplir »¹².

¹¹ [NdT] Propriétaires terriens

¹² JC Mariátegui Programme du Parti Socialiste du Pérou

Supposer que l'Equateur est un pays où le capitalisme bureaucratique se développe signifie accepter son caractère semi-colonial, semi-féodal et précapitaliste, non pas comme des éléments isolés, mais comme des conditions constitutives et substantielles, qui coexistent avec les rapports de production et les formes de domination capitaliste.

Adopter la conception du capitalisme bureaucratique, c'est se débarrasser des positions idéalistes, c'est déblayer le communisme. C'est se donner une issue pour construire une économie différente et une politique différente. On demande aux communistes quelle est notre méthode. La théorie du capitalisme bureaucratique reconnaît qu'une économie comme la nôtre, dans ses principaux secteurs économiques, ne peut être collectivisée du jour au lendemain, mais pour y parvenir, il faudra accomplir diverses tâches démocratiques sous la direction du prolétariat, en alliance avec les autres classes exploitées.

Comprendre la théorie du capitalisme bureaucratique implique de tracer une ligne de construction stratégique correcte dans un pays comme le nôtre. Nous abordons cette analyse non seulement avec une volonté théorique, mais surtout pratique, qu'elle contribue à un processus concret d'émancipation basé sur les caractéristiques et les conditions historiques, économiques, sociales, politiques et culturelles de notre pays.

Dans les prochains numéros, nous approfondirons chacun de ces aspects, en les reliant directement à l'économie, à la politique et à la culture équatorienne.